

## LA SESSION

Le gouvernement n'a pas été lent à servir à la Chambre les deux pièces de résistance de la session: les estimations budgétaires et les tableaux du prochain tarif. Si les députés travailleurs il y en a quelques-uns, fort heureusement, des deux côtés de la Chambre — veulent s'employer à la critique ou à la défense du ministère, ce ne sera pas la matière première qui manquera à leur industrie.

Et comme pour donner à tous les intéressés la chance de mieux pénétrer dans les profondeurs les plus reculées et dans les cachettes les plus noires du budget, de mieux se rendre compte de la portée du projet de tarif nouveau, le gouvernement accorde aux Chambres un grand congé d'une vingtaine de jours, du 20 décembre au 8 janvier 1907. La députation pourra donc prendre contact, dans l'intervalle, avec l'électorat, et sur la somme et les détails de la dépense publique, mais particulièrement sur la portée des changements au tarif des douanes, étudier l'opinion, provoquer la critique s'il y a lieu et retourner à ses travaux avec des renseignements précieux, une connaissance plus éclairée des vœux et des besoins de la population.

\* \* \*

Les changements apportés au tarif ont toujours, quelque insignifiants qu'ils semblent à première vue, une répercussion, directe sur les producteurs spécialement visés, et indirecte, sur la généralité des acheteurs ou consommateurs; on a vu même, parfois, arriver à des résultats diamétralement opposés à ceux qu'on attendait le changement d'un tarif dans le sens de la protection ou du libre-échange.

C'est pour cela que l'école américaine, se moquant de tous les doctrinaires passés et présents, a fait de la politique douanière une science ou plutôt une application simplement expérimentale qui se rit aussi bien du colbertisme que du cobdenisme et n'accepte que ce qui, dans la pratique peut servir le producteur de la matière première, — cela se peut — mais dans tous les cas, si le capital, le fabricant et l'ouvrier américain

\* \* \*

Nous n'avons aucun doute que la vacance accordée à la Chambre permettra à nos industriels, à nos capitalistes, à nos ouvriers, d'étudier à fond la politique du gouvernement.

Tout soigné, tout complet que peut être le travail de la commission du tarif, il peut et il doit pêcher par commission ou excès de zèle chez certains intéressés et par omission dans des cas insoupçonnés et qui se révèlent spontanément dans une tentative de remanier toute une situation douanière.

\* \* \*

Dans la préparation d'un tarif, c'est la bonne foi et l'absence du parti-pris qui doivent présider aux décisions du législateur; l'intérêt général doit l'emporter, aux dépens, parfois, des calculs particuliers. En s'éclairant à la lumière d'une enquête minutieuse et en fournissant à toutes les classes d'intéressés l'occasion de présenter leurs doléances et de tirer au net la situation, le gouvernement se met à même d'établir un régime économique sage et pratique; dans tous les cas, il pose le problème devant le peuple sous toutes ses faces. Nous serions surpris que le sentiment public sollicité de la sorte n'amène pas dans le nouveau projet les modifications que peuvent réclamer les intérêts généraux du pays.

Il n'y a pas, ici, de questions de parti, mais d'opportunité. Les vieux tenants du libre-échange doctrinaire et vide de sens pour un jeune pays à créer, à développer, se sont effacés devant la nécessité, qu'ils ont reconnue impérieuse, et fait place au régime de la protection. Voilà le fait brutal et l'accepter de bonne grâce, en tirer le parti le plus fécond pour le capital, pour l'industrie, pour le travail national, ce devrait être l'objectif de tous ceux qui ont part à la direction des affaires.

\* \* \*

L'honorable M. Hyman, député de London, qui a démissionné comme ministre, est très dangereusement malade et on craint pour ses jours.

Sutherland, Préfontaine, Hyman étaient, il y a à peine trois années, parmi les hommes politiques du pays, les plus actifs et les plus robustes de l'entourage de Sir Wilfrid.

On a comparé la politique à Saturne qui dévorait ses enfants. Il est certain que la vie publique — peut-être la vie publique en Amérique plus que dans les contrées moins pressées de l'Europe — use, mine, détruit vite ceux qui l'aiment et la servent avec passion. Et ce Saturne, insatiable, impitoyable, fixe de préférence ses regards sur ses serviteurs les plus zélés, tempéraments fortement trempés qui s'élevant au-dessus de toutes les craintes, de tous les ménagements, s'exposent, sans regarder, aux dangers de toutes les charges contre l'ennemi, de tous les assauts pour leur parti.

M. Hyman, espérons-le, ne sera pas victime du surmenage qu'il s'est imposé en servant son parti, dont les intérêts se confondaient, à ses yeux, avec les intérêts de son pays.

\* \* \*

On parle de la rentrée de M. Sifton dans le gouvernement. Est-ce là un ballon d'essai parti de l'Ouest et lancé dans les airs par les admirateurs très convaincus et assez nombreux de l'ancien ministre de l'intérieur, pour voir ce que l'on pense de ce dernier dans les provinces de l'Est? Ou bien cette rumeur dont les organes officiels semblent faire peu de cas, sans toutefois en contester la vraisemblance, annoncerait-elle comme possible le retour du Napoléon de l'Ouest, dont les méthodes hardies et les décisions impérieuses seraient l'objet de regrets aussi cuisants qu'intéressés? Il est difficile de se prononcer là-dessus. Mais M. Sifton, comme tous les déterminés, s'est fait des ennemis implacables et aussi des partisans inaltérablement dévoués. Les premiers, qui n'étaient pas tous de l'état-major ennemi, l'ont forcé de sortir du cabinet pour des causes qui seraient totalement étrangères au beau plaisir des protestants de l'Ouest et des orangistes d'Ontario.

Ces intraitables seraient-ils maintenant apaisés? Il n'est pas probable et le spectacle des millions de l'ancien ministre se dressant à côté de leurs misères et de ses refus égoïstes, disent-ils, hante encore leur esprit. Ils ont exigé sa sortie au nom de scandales administratifs, ils ne veulent pas de sa rentrée qui n'effacerait rien du passé et n'impliquerait aucune garantie de conduite plus sage dans l'avenir.

Toutefois les paris sont ouverts et libres, mais M. Sifton ne rentrera pas dans le cabinet: c'est la probabilité que nous annoncent les pronostics de l'atmosphère politique.

\* \* \*

L'opposition aurait préparé, disent ses organes attirés, tout un plan de campagne contre le gouvernement, se rattachant à une série de scandales tous plus corsés les uns que les autres.

Nous nous rappelons le temps où l'opinion était fort sensible sur l'article des scandales et souvent la plus simple des opérations tournait à l'abomination si elle était savamment agencée et portée en caractères énormes au tableau noir de l'organe du parti.

Aujourd'hui, l'opinion est plus froide, s'emballe difficilement et déboute un parti d'un scandale en lui en opposant un autre d'une taille plus respectable.

Dans le temps présent et pendant l'actuelle session, les deux partis semblent également armés et ammunitionnés pour la bataille des scandales. C'est au groupe Foster que s'en prendrait le camp ministériel et c'est aux chemins de fer et à l'immigration que l'opposition apporterait la guerre.

Nous serons témoins de combats homériques et de passes-d'armes homicides à moins qu'on ne PAIRE les scandales tout comme on paire, depuis des années, en bloc ou par couple, les contestations d'élection.

Et la loi? et la moralité? Du moment que les chefs des deux partis s'entendent, ils font la loi et fixent la moralité. N'ont-ils pas de cette façon fabriqué même les lois iniques dont ils ont imposé l'exécution aux tribunaux du pays. Pourquoi se gênerait-on s'il s'agit de se blanchir, quand on se gêne si peu pour voler, d'accord, des droits imprescriptibles?

*E. Hantel*

## PROPOS DE MONTREALAIS

C'est qu'il n'a pas à badiner, cette fois, ce n'est pas de forêt enchantée qu'il s'agit.

La famille des Jean, gros et petits, de Montréal n'est pas de belle humeur. Les P'tits chars viennent de tuer, de blesser et par là de jeter dans le deuil, dans les pleurs, en des cas, dans la misère, des familles de Montréalais.

Le jour même où, au Conseil de Ville, on discutait de l'à-propos d'empêcher l'encombrement sur les voitures de la puissante charroyeuse, l'accident terrible se produisait.

Oui, le 6 décembre, à l'heure même où l'échevin Larivière, président du service de la voirie — quel en est donc le directeur technique? — soulevait la question et demandait, comme une permission, d'en parler à nos maîtres et bourreaux, et que M. Giroux, l'un des nos 40 Immortels, cherchait en vertu de quel droit la cité de Montréal pouvait bien protéger la vie de ses citoyens, un manque d'énergie électrique se produisait sur le fameux trolley, un des tramways perdait prise sur les rails, ses freins cessaient de fonctionner et il reculait, entraîné par son poids énorme sur un plan incliné, jusqu'à ce qu'il vint tamponner le tramway plus bas stationné. Résultat: Un blessé à mort, douze autres plus ou moins broyés ou meurtris, panique générale; avec un peu moins de sang-froid et de bravoure de la part des employés de la Cie, on enregistrerait une véritable hécatombe. C'étaient les passagers de l'arrière du tramway, de la plateforme, des marchepieds, les victimes de l'accident et de la violation du règlement municipal!

Une expression de vive sympathie de l'Album aux victimes de l'accident, et nous passons à l'examen de cette lamentable affaire.

Pendant que les représentants élus de Montréal découvrent un règlement vieux de plusieurs années, les P'tits chars et la police restent convaincus d'avoir violé ou laissé violer ce règlement. L'ignorance de nos gouvernants justifie-t-elle la cupidité de nos exploités et l'indulgence de nos gardiens municipaux? C'est là la question, toute la question.

Et puis, voyez donc le bel effet dans le tableau d'un corps si coûteux à nos bourses, qui se réveille tout à coup et au moment de la catastrophe.

Et croyez-vous que l'accident améliorera le sort du public montréalais? Pas le moins du monde: le Conseil s'est déjà rendormi sur l'autre oreille.

Le règlement est déterré: il porte numéro 210, il prescrit à la cité de limiter le nombre des passagers permis sur chacun des tramways de la compagnie. On a si bien connu l'existence de cette loi morte-née, qu'on s'y est conformé déjà par l'affichage, mais jamais, une minute, la Cie n'a voulu aller au delà. Et le Conseil de Ville a fermé l'oeil et la police n'éprouve qu'un béat plaisir à voir s'empiler les gens comme des sardines, dans les boîtes de la compagnie, et se former ces grappes énormes de passagers à l'arrière de ses voitures.

La Cie travaille pour gagner des dividendes et elle mettrait tout à feu et à sang qu'elle n'en éprouverait que du bonheur si elle gagne des dividendes. Pour cela elle existe, pour cela elle charroie, écrase, tamponne, brûle, incendie, fait rager tout le monde.

Mais notre gouvernement municipal, lui, est-ce son fait de regarder tout cela d'un oeil sec, d'ignorer la loi commune aussi bien que ses propres règlements pour faire gagner des dividendes à sa fermière?

Nos échevins sont-ils payés par nous et pour nous, ou bien le sont-ils par la Cie servante de la cité en loi, mais sa maîtresse en fait, si on en juge par ce qui se passe tous les jours!

On me répondra: rien n'empêche que nos protecteurs officiels et nos gouvernants municipaux ne soient payés à la fois par nous et par la compagnie! Il est vrai et je ne discute plus.

JEAN TEMPETE.

## PENSEES CHOISIES

Rien ne noircit comme les fumérons mouillés d'un feu éteint par la pluie.

Proverbe persan.

L'Evolution est une Révolution sans en avoir l'air.

Un envieux maigrir de l'embonpoint d'autrui.